

ANNEXE 4

Enquête 2022 relative au déploiement du contrôle interne budgétaire et du contrôle interne comptable

Cette enquête sera adressée par la voie dématérialisée aux organismes en septembre 2022 au moyen d'un lien internet unique transmis par la Direction générale des finances publiques (DGFIP) et la Direction du budget (DB).

Elle devra être renseignée intégralement en ligne avant le 12 octobre 2022.

Toute question relative au questionnaire CIB-CIC devra être adressée au(x) référent(s) CIB et CIC ministériels dont la liste figure à la fin de la présente annexe.

Les réponses au questionnaire seront communiquées à la Cour des comptes dans le cadre des opérations de certification des comptes de l'Etat, et aux autorités chargées du contrôle, qui doivent être associées en amont, au moment du renseignement de ce questionnaire.

Par ailleurs, sur la base des données du questionnaire transmises par la DB et la DGFIP aux tutelles au plus tard le 15 novembre 2022, il est demandé à ces dernières **d'établir un bilan qualitatif du déploiement de la maîtrise des risques au sein des organismes relevant de leur ministère.**

Ce bilan vise à apporter une analyse critique de la qualité, de la forme, de la cohérence et de l'articulation des documents transmis par les organismes, (selon une perspective pluriannuelle) permettant de dégager la trajectoire d'évolution de la maîtrise des risques des organismes du ministère. Cette analyse permettra également aux tutelles de faire ressortir les marges de progrès identifiées et les chantiers qu'ils entendent mener en 2023. **Cette analyse ministérielle**, dont la transmission à la DB et à la DGFIP **est attendue pour le 31 janvier 2023 au plus tard**, enrichira l'analyse du questionnaire précité, communiquée à la Cour de comptes.

QUESTIONNAIRE RELATIF AU DEPLOIEMENT DU CIB ET DU CIC
--

Quel est le ministère de tutelle de votre organisme ? (en cas de cotutelle, ministère chef de file ; pour les GIP, ministère dont relève la / les activité(s) du GIP)

Agriculture et souveraineté alimentaire

Armées

Culture

Économie, finances et souveraineté industrielle et numérique

Éducation nationale et jeunesse

Enseignement supérieur et recherche

Europe et affaires étrangères

Intérieur

Justice

Outre-mer

Premier ministre

Santé et prévention

Solidarités, autonomie et personnes handicapées

Sports, jeux olympiques et paralympiques

Transformation et fonction publiques

Transition écologique et cohésion des territoires

Transition énergétique

Travail, plein emploi et insertion

Quel est l'acronyme officiel de votre organisme (s'il y en a un) ? [_____]

Quel est le nom développé de votre organisme ? [_____]

Quel est le numéro SIREN de votre organisme ? [_____]

Quel est le numéro de votre organisme dans l'infocentre de la DGFIP ? [_____]

Votre organisme est-il un opérateur de l'Etat ?

Oui

Non

Votre organisme est-il soumis à la comptabilité budgétaire ?

Oui

Non

L'organisme est-il au compte 26 ?

Oui

Non

Valeur d'équivalence :€

Adresse(s) électronique(s) à laquelle doit – être transmis l'analyse du présent questionnaire :

[_____][_____]

Les fonctions et les périmètres budgétaires et comptables

1. **L'articulation de la maîtrise des risques budgétaires et comptables a-t-elle fait l'objet d'une analyse partagée entre les acteurs définis dans l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif au cadre de référence des contrôles internes budgétaire et comptable, (ordonnateur, agent comptable, organe délibérant, organe dirigeant, référent) ?**
 - Non
 - Oui
2. **Existe-t-il un document portant organisation de la démarche des contrôles interne budgétaire (CIB) et comptable (CIC) au sein de votre organisme précisant notamment les missions et le rôle de chaque acteur (article 3.1 du cadre de référence des contrôles internes budgétaire et comptable des organismes publics)?**
 - Non
 - Oui, un document spécifique pour le CIB et aucun pour le CIC
 - Oui, un document spécifique pour le CIC et aucun pour le CIB
 - Oui, un document spécifique pour le CIB et un document spécifique pour le CIC
 - Oui, un document unique traitant du CIB et du CIC

Acteurs du CIB et du CIC

3. **L'organe dirigeant (comité exécutif, comité de direction, comité directeur...) assure-t-il le pilotage du déploiement et/ou du renforcement du CIB et du CIC ?**
 - Non
 - Pilotage uniquement du CIB
 - Pilotage uniquement du CIC
 - Pilotage conjoint du CIB et du CIC
4. **L'organe dirigeant (comité exécutif, comité de direction, comité directeur...) a-t-il constitué un comité chargé du pilotage et du suivi de la mise en œuvre du CIB et du CIC ?**
 - Non
 - Oui, le comité traite seulement du CIB
 - Oui, le comité traite seulement du CIC
 - Oui, deux comités distincts pour le CIB et le CIC
 - Oui, un comité unique pour le CIB et le CIC
5. **Les référents CIB et CIC ont-ils été désignés ?**
 - Non
 - La même personne a été désignée pour le CIB et le CIC

- Deux personnes distinctes ont été désignées pour le CIB et le CIC
- Seul le référent CIB a été désigné
- Seul le référent CIC a été désigné

À compléter selon la réponse faite à la question 5

5.A S'agissant des référents CIB et/ou CIC, merci d'indiquer :

Référent CIB : nom : ____ fonction : ____ adresse mail : ____

Référent CIC : nom : ____ fonction : ____ adresse mail : ____

S'agit-il d'un référent commun ? oui-non

Si plusieurs référents ont été désignés, indiquer le référent principal

Recensement des risques et plan d'action

6. Existe-t-il une cartographie des processus budgétaires et/ou comptables ?

- Non
- Oui, uniquement pour les processus budgétaires
- Oui, uniquement pour les processus comptables
- Oui, pour les processus budgétaires et comptables

6.A Si oui, a-t-elle été actualisée au cours des 12 derniers mois au sein de votre organisme ?

- Non
- Oui

7. Existe-t-il une cartographie des risques budgétaires et/ou comptables ?

- Non
- Oui, uniquement la cartographie budgétaire
- Oui, uniquement la cartographie comptable
- Oui, les cartographies sont distinctes
- Oui, les cartographies sont communes

7.A Si oui, a-t-elle été actualisée au cours des 12 derniers mois au sein de votre organisme ?

- Non
- Oui

7.B Si oui, les cartographies des risques budgétaires et comptables actualisées auront-elles été validées par l'organe dirigeant (comité exécutif, comité de direction, comité directeur...) au plus tard le 31 décembre 2022 ?

- Non

- Oui

8. S'il existe une carte des risques, existe-t-il un plan d'action formalisé couvrant les risques budgétaires et comptables ?

- Non
- Oui, uniquement pour les risques budgétaires
- Oui, uniquement pour les risques comptables
- Oui, distinct pour les risques budgétaires et comptables
- Oui, commun pour les risques budgétaires et comptables

8.A Si oui, a-t-il été créé ou actualisé au cours des 12 derniers mois au sein de votre organisme ?

- Non
- Oui

8.B Si oui, le plan d'action couvrant les risques budgétaires et comptables, s'appliquant en 2023, aura-t-il été validé par l'organe délibérant (conseil d'administration, conseil de surveillance...) au plus tard le 31 décembre 2022 ?

- Non
- Oui

9. Utilisez-vous des indicateurs dans le pilotage du dispositif de maîtrise des risques ?

- Oui
- Non

Si oui, lesquels :

Organisation

10. A Un organigramme fonctionnel nominatif (OFN) a t-il été déployé dans la fonction budgétaire ?

- Non déployé sur les processus budgétaires
- Oui, OFN déployés partiellement sur les processus budgétaires
- Oui, OFN déployés sur l'intégralité des processus budgétaires

10.B un organigramme fonctionnel nominatif (OFN) a t-il été déployé dans la fonction comptable ?

- Non déployé sur les processus comptables
- Oui, OFN déployé partiellement sur les processus comptables
- Oui, OFN déployé sur l'intégralité des processus comptables

Traçabilité

11. Si oui, des organigrammes fonctionnels nominatifs (OFN) sont-ils actualisés dès que nécessaire (rotation de personnel, départs, arrivées...) afin de représenter, en permanence, la réalité de l'organisation ?

- OFN non actualisés
- OFN actualisés a minima une fois par an
- OFN actualisés dès que nécessaire

12. Un suivi des habilitations informatiques et des délégations de pouvoir et de signature est-il organisé ?

- Non, jamais
- Oui, rarement
- Oui, fréquemment
- Oui, systématiquement

13. L'archivage des données budgétaires et comptables est-il assuré dans le respect d'un plan de classement qui garantit la conservation et l'accessibilité de ces données ?

- Non
- Oui, les données sont archivées mais sans plan de classement
- Oui, les données sont archivées selon un plan de classement

14. Les intervenants et les interventions sont-ils tracés depuis le fait générateur jusqu'à l'enregistrement en comptabilité sur l'intégralité de la fonction budgétaire et comptable ?

- Non
- Oui, sur une partie de la fonction budgétaire et comptable
- Oui, sur l'intégralité de la fonction budgétaire et comptable

Documentation et formation

15. La documentation des procédures est-elle actualisée à échéance régulière au sein de votre organisme ?

- Non
- Oui, partiellement
- Oui, totalement

16. La documentation des procédures est-elle facilement accessible au sein de votre organisme ?

- Non
- Oui

17. A Les agents ont-ils été formés sur les procédures et sur les outils de la fonction budgétaire ?

- Non
- Oui, partiellement
- Oui, totalement

17.B Les agents ont-ils été formés sur les procédures et sur les outils de la fonction comptable ?

- Non
- Oui, partiellement
- Oui, totalement

Évaluation des dispositifs de CIB et CIC

18. L'encadrement a-t-il tracé les contrôles de supervision a posteriori qu'il a réalisés afin de constituer une source d'informations pour renforcer le dispositif de CIB ?

- Absence de contrôles
- Contrôles non tracés
- Contrôles tracés
- Contrôles tracés et articulés avec ceux du CIC

19. L'encadrement a-t-il tracé les contrôles de supervision a posteriori qu'il a réalisés afin de constituer une source d'informations pour renforcer le dispositif de CIC ?

- Absence de contrôles
- Contrôles non tracés
- Contrôles tracés
- Contrôles tracés et articulés avec ceux du CIB

20. Avez-vous autoévalué la maturité de votre dispositif de CIB ?

- Non
- Oui, de manière globale
- Oui, par processus pour les processus prioritaires

20.A Si Oui, par processus pour les processus prioritaires, merci de préciser le(s) processus concerné(s) :

21. Avez-vous autoévalué la maturité de votre dispositif de CIC grâce à l'échelle de maturité de la gestion des risques (EMR) ?

- Non
- Oui, de manière globale

- Oui, par processus pour les processus prioritaires

21.A Si « Oui, par processus pour les processus prioritaires », merci de préciser le(s) processus concerné(s) :

22. Un programme et un comité d'audit interne ont-ils été mis en place au sein de votre organisme ?

- Non
- Oui, mise en place d'un programme
- Oui, mise en place d'un comité d'audit interne
- Oui, mise en place d'un programme et d'un comité d'audit interne

23. Les comptes de votre organisme sont-ils certifiés par un commissaire aux comptes ?

- Non
- Oui

23.A Si oui, le commissaire aux comptes a-t-il effectué une revue du dispositif de CIC déployé au sein de votre organisme ?

- Non
- Oui

Nom de la personne chargée de la validation du questionnaire : [_____]

Fonction de la personne chargée de la validation du questionnaire (à écrire en toutes lettres) : [_____]

Adresse électronique de la personne chargée de la validation du questionnaire (à écrire en toutes lettres) : [_____]

LISTE DES REFERENTS CIB ET CIC MINISTERIELS

Liste des ministères	Adresse de courriel du référent CIB des organismes publics	Adresse de courriel du référent CIC des organismes publics
Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire	vincent.barde@agriculture.gouv.fr	vincent.barde@agriculture.gouv.fr
Ministère des Armées	virgile.liabeuf@intradef.gouv.fr	virgile.liabeuf@intradef.gouv.fr
Ministère de la Culture	leslie.paris@culture.gouv.fr ; mathilde.saroka@culture.gouv.fr	leslie.paris@culture.gouv.fr ; mathilde.saroka@culture.gouv.fr
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique	abdelkader.chouala@finances.gouv.fr ; gauthier.alexandre@finances.gouv.fr ; rania.dores@finances.gouv.fr	abdelkader.chouala@finances.gouv.fr ; gauthier.alexandre@finances.gouv.fr ; rania.dores@finances.gouv.fr
Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	appui-contrôle-interne.dafb@education.gouv.fr ; claire.galy@education.gouv.fr ; liliane.colas@education.gouv.fr ; cecile.clement@education.gouv.fr	appui-contrôle-interne.dafb@education.gouv.fr ; claire.galy@education.gouv.fr ; liliane.colas@education.gouv.fr ; cecile.clement@education.gouv.fr ; enquete-operateur.cic@education.gouv.fr
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	sophie.buis@diplomatie.gouv.fr	sophie.buis@diplomatie.gouv.fr
Ministère de l'Intérieur	veronique.le-bihan@interieur.gouv.fr	veronique.le-bihan@interieur.gouv.fr
Ministère de la Justice	jean-yves.hermoso@justice.gouv.fr (chef de service) stephane.paillaud@justice.gouv.fr (sous-directeur) ludovic.thiriet@justice.gouv.fr (adjoint au sous-directeur) djan-hine.bory@justice.gouv.fr (chef de bureau) cyrille.melin@justice.gouv.fr (rédacteur expert) clotilde.sicre@justice.gouv.fr (rédacteur expert)	jean-yves.hermoso@justice.gouv.fr (chef de service) stephane.paillaud@justice.gouv.fr (sous-directeur) ludovic.thiriet@justice.gouv.fr (adjoint au sous-directeur) djan-hine.bory@justice.gouv.fr (chef de bureau) cyrille.melin@justice.gouv.fr (rédacteur expert) clotilde.sicre@justice.gouv.fr (rédacteur expert)
Ministère des Outre-mer	jennifer.millereux@outre-mer.gouv.fr ; bfpom-pole-synthese@outre-mer.gouv.fr	jennifer.millereux@outre-mer.gouv.fr ; bfpom-pole-synthese@outre-mer.gouv.fr

Services du Premier Ministre	cif@pm.gouv.fr ; sandra.ladislal@pm.gouv.fr	cif@pm.gouv.fr ; sandra.ladislal@pm.gouv.fr
Ministère de la Santé et de la Prévention Ministère des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, Ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion	fanny.vermorel@sg.social.gouv.fr	bruno.giqueaux@sg.social.gouv.fr
Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires	helene.raulet@developpement-durable.gouv.fr ; bc2.daf.sg@developpement-durable.gouv.fr ; opérateurs-daf@developpement-durable.gouv.fr	aurelie.brunelle@developpement-durable.gouv.fr ; alexandre.py@developpement-durable.gouv.fr ; bc2.daf.sg@developpement-durable.gouv.fr